

**PARUTION DE L'ARRETE RELATIF AU BAREME DE L'AIDE AU
MAINTIEN A DOMICILE POUR LES RETRAITES DE LA FONCTION
PUBLIQUE D'ETAT AU JOURNAL OFFICIEL**

L'arrêté relatif au barème de l'AMD (Aide au Maintien à Domicile) pour les retraités de la Fonction publique d'Etat a été publié le 4 juillet au journal officiel.

Il acte l'évolution de la prestation élargie à la 6^e tranche du barème de ressources de la CNAV. Donc à partir du 1^{er} juillet 2014 la prestation sera accessible aux retraités dont les ressources seront inférieures ou égales à 1 258 € pour une personne seule et 1 921 € pour un couple (contre 1 140 € et 1 818 € précédemment).

Pour FO, cet arrêté est insuffisant avec la seule 6^e tranche de l'AMD alors que nous revendiquons la 7^e et la 8^e tranche. La 6^e tranche ne peut conduire qu'à un maximum de 6000 bénéficiaires supplémentaires.

La FGF-FO exige l'AMD pour tous les retraités quel que soit leur revenu, ainsi qu'une réelle revalorisation du budget prévu à cet effet afin de prendre en compte une population vieillissante en augmentation.

En 2008, avant sa suspension, environ 32 000 retraités bénéficiaient de l'AMD avec 25 millions d'euros de dépenses.

En 2012, l'AMD a été rétabli mais à hauteur de 10 millions d'euros budgétisés pour plusieurs années. Le constat 2013 fait ressortir que seuls 2900 retraités ont déposé un dossier, 54% de ces dossiers ont été refusés par la CNAV. Ce qui représente une quantité négligeable au regard des sommes versées.

Nous attendons également de voir comment la DGAFP va répondre concrètement après les annonces faites au CIAS du 1^{er} juillet, pour mieux communiquer vers les bénéficiaires potentiels.

La FGF-FO n'a de cesse dans le contexte de rigueur et d'austérité que l'on connaît, de se battre pour une ASI (Action Sociale Interministérielle) de qualité et un niveau de prestations susceptibles de répondre aux attentes des agents qu'ils soient actifs, pensionnés ou retraités.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté du 4 juillet 2014 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de la fonction publique d'Etat

NOR : RDFS1412994A

La ministre des affaires sociales et de la santé, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1986 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat, notamment son titre I^{er} ;

Vu le décret n° 2012-920 du 27 juillet 2012 relatif à l'introduction d'une aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le plan d'action personnalisé, le soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation, le soutien ponctuel en cas de période de fragilité physique ou sociale et l'aide « habitat et cadre de vie » font l'objet d'un financement partagé entre les retraités et l'Etat.

Le taux de participation de l'Etat prévu à l'article 7 du décret du 27 juillet 2012 susvisé est fixé conformément aux tableaux annexés au présent arrêté.

Art. 2. – La dépense annuelle totale prise en compte pour un plan d'action sociale dans le cadre d'un plan d'action personnalisé est plafonnée à 3 000 €.

Art. 3. – La dépense annuelle totale prise en compte dans le cadre du soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation est plafonnée à 1 800 € pour une durée maximale de trois mois effectifs.

Art. 4. – La dépense annuelle totale prise en compte dans le cadre du soutien ponctuel en cas de période de fragilité physique ou sociale est plafonnée à 1 800 € pour une durée maximale de trois mois effectifs.

Art. 5. – Le plafond d'aide annuel au titre de l'aide « habitat et cadre de vie » est fixé à :

3 500 € pour les personnes dont les ressources sont inférieures à 894 € pour une personne seule et 1 549 € pour un ménage ;

3 000 € pour les personnes dont les ressources sont inférieures à 1 140 € pour une personne seule et 1 818 € pour un ménage ;

2 500 € pour les personnes dont les ressources sont inférieures à 1 258 € pour une personne seule et 1 921 € pour un ménage.

Art. 6. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2014.

Art. 7. – L'arrêté du 7 janvier 2014 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat est abrogé.

Art. 8. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 4 juillet 2014.

*La ministre de la décentralisation
et de la fonction publique,
Pour la ministre et par délégation :
Le sous-directeur des rémunérations,
de la protection sociale
et des conditions de travail,
L. CRUSSON*

*La ministre des affaires sociales
et de la santé,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le chef de service,
adjoint au directeur
de la sécurité sociale,*

F. GODINEAU

*Le secrétaire d'Etat
chargé du budget,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

La sous-directrice,

M. CAMIADE

A N N E X E

Plan d'actions personnalisé

RESSOURCES MENSUELLES			
Personne seule	Ménage	Participation du retraité	Participation de l'Etat
jusqu'à 835 €	jusqu'à 1 451 €	10 %	90 %
de 836 € à 894 €	de 1 452 € à 1 549 €	14 %	86 %
de 895 € à 1 009 €	de 1 550 € à 1 696 €	21 %	79 %
de 1 010 € à 1 090 €	de 1 697 € à 1 754 €	27 %	73%
de 1 091 € à 1 140 €	de 1 755 € à 1 818 €	36 %	64%
de 1 141 € à 1 258 €	de 1 819 € à 1 921 €	51 %	49%

Aide habitat et cadre de vie

RESSOURCES MENSUELLES		
Personne seule	Ménage	Participation de l'Etat calculée sur le coût des travaux pris en compte, dans la limite du plafond d'intervention fixé
jusqu'à 835 €	jusqu'à 1 451 €	65 %
de 836 € à 894 €	de 1 452 € à 1 549 €	59 %
de 895 € à 1 009 €	de 1 550 € à 1 696 €	55 %
de 1 010 € à 1 090 €	de 1 697 € à 1 754 €	50 %
de 1 091 € à 1 140 €	de 1 755 € à 1 818 €	43 %
de 1 141 € à 1 258 €	de 1 819 € à 1 921 €	37 %